

Procès-verbal de la Conférence des présidents des parlements de l'UE

Vienne, 8–9 avril 2019

Selon l'usage, la réunion de la troïka présidentielle (Estonie, Autriche, Finlande et Parlement européen) s'est tenue avant la réunion plénière. Les membres de la troïka ont discuté les amendements au projet de conclusions et se sont mis d'accord sur un texte de compromis qui allait être examiné et adopté lors de la conférence.

1. Session d'ouverture

Allocution de bienvenue de M. Wolfgang SOBOTKA, Président du *Nationalrat* autrichien
Allocution de bienvenue de M. Ingo APPÉ, Président du *Bundesrat* autrichien
Oratrice principale : M^{me} Mairead McGUINNESS, Première vice-présidente du Parlement européen

M. Wolfgang SOBOTKA, Président du *Nationalrat* autrichien, a accueilli les participants à la dernière conférence de la dimension parlementaire de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union Européenne. Il leur a rappelé que, du fait des rénovations en cours du bâtiment historique du parlement, la conférence se tiendrait au Wiener Konzerthaus.

M. Ingo APPÉ, Président du *Bundesrat* autrichien, félicitant également les participants, a souligné l'intérêt du format de la Conférence des Présidents aux fins du débat interparlementaire et pour que puisse être assumée la responsabilité commune, qui est de prendre les bonnes décisions pour les citoyens. Il a noté en outre que l'UE connaissait une période agitée, marquée notamment par le Brexit mais aussi par d'autres défis comme le changement climatique, l'immigration, les avancées technologiques ou encore les conflits dans les pays voisins, et il a déclaré que ces crises entamaient la confiance que les citoyens avaient dans l'UE et permettaient aux opposants à l'UE de gagner du terrain. C'est pourquoi la présidence autrichienne s'est fixé comme objectif de rapprocher l'UE des citoyens grâce à plus de transparence et au renforcement du principe de subsidiarité.

M. APPÉ a fait observer que, même si on avait besoin d'une Union forte pour relever les grands défis au niveau européen, de nombreux défis pouvaient être relevés dans de meilleures conditions dans les États membres et les régions. Il a insisté sur le fait que la subsidiarité, et donc la participation aux processus législatifs et décisionnels européens, était un principe fondamental pour les autorités locales et régionales dans une Europe tournée vers l'avenir et, par conséquent, les parlements régionaux devaient être plus fortement intégrés dans la législation européenne. M. APPÉ a rappelé que le *Bundesrat* autrichien, en tant que chambre des *Länder*, était extrêmement attaché à l'exercice de son droit de participation aux affaires européennes et était, en Europe, l'une des chambres les plus actives de tous les parlements nationaux en termes de contrôle de la subsidiarité.

M. APPÉ a conclu son allocution en déclarant que seules la capacité d'action et la résistance aux crises, ainsi que la transparence et la proximité vis à vis des citoyens, pouvaient aider à regagner la confiance perdue dans l'Union européenne. Concernant les élections européennes, il a ajouté que les pays et les régions avaient, du fait de leur proximité avec les citoyens, un rôle important à jouer et que cela rendait la coopération entre les parlements nationaux et les institutions de l'UE cruciale. Il a conclu la session d'ouverture en signalant quelques questions pratiques concernant la réunion.

M. SOBOTKA, reprenant la parole, a traité la question du grand voisinage européen dans le Sud et dans l'Est dont la Russie fait également partie, sans lequel il n'y aurait pas de paix durable en Europe ni dans les Balkans occidentaux. Il a souligné que la crise migratoire de 2015 avait montré une fois de plus que de nouveaux modes de coopération avec les pays

méditerranéens étaient nécessaires. Il a ajouté que ce n'était que si l'Europe réussissait à offrir aux populations africaines des perspectives d'égalité que la pression migratoire pourrait être allégée durablement.

M. SOBOTKA a qualifié la Turquie de partenaire stratégique important de l'UE, notamment en matière de coopération économique, de sécurité énergétique, de politique de sécurité et de lutte contre le terrorisme. Néanmoins, l'Europe devrait observer les développements en cours en Turquie, en particulier en ce qui concerne les droits fondamentaux et la liberté des médias. M. SOBOTKA a déclaré que l'UE était en position de médiation en Ukraine, le conflit dans le Donbass ne pouvant être résolu que par la mise en œuvre de l'accord de Minsk. Il a ajouté que les relations de l'UE avec la Russie étaient tendues en raison de l'annexion de la Crimée, du conflit dans le Donbass ainsi que de plusieurs cas d'espionnage et de cyber-incidents. Il a déclaré que la Russie était certes un voisin important mais les sanctions de l'UE ne seraient pas assouplies s'il n'y avait pas d'avancée tangible dans la mise en œuvre du processus de Minsk.

M. SOBOTKA a rappelé que les relations avec les Balkans occidentaux étaient au cœur de la politique étrangère autrichienne essentiellement pour quatre raisons : 1) l'effort européen de promotion et de maintien de la paix et de la stabilité ne pouvait être mené à bien sans ces pays ; 2) l'adhésion préalable et l'intégration à l'UE avaient un effet stabilisateur à long terme ; 3) les entreprises européennes étant les plus gros investisseurs dans la région, il était crucial que l'État de droit et la démocratie s'y affirment davantage ; et 4) il n'était pas dans l'intérêt de l'UE de laisser ses voisins directs sous l'emprise d'autres puissances mondiales.

M. SOBOTKA a conclu son allocution en rappelant que l'Europe n'était pas juste une promesse mais aussi une obligation mutuelle. Il a ajouté que les pays candidats étaient tenus de leur côté de mettre en œuvre des réformes mais que l'UE se devait de récompenser les progrès réalisés par une perspective d'adhésion crédible. Dans ce contexte, M. SOBOTKA a félicité la Grèce et la Macédoine du Nord pour le règlement de leur différend portant sur le nom et a déclaré que, en juin, l'UE devrait décider de l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord. Il a également demandé aux parlements nationaux de s'impliquer dans le processus de rapprochement et a fait observer que le Parlement autrichien offrait un programme de bourses aux membres du personnel des administrations parlementaires des Balkans occidentaux.

L'ordre du jour de la réunion a ensuite été approuvé sans aucune observation.

M^{me} Mairead McGUINNESS, Première vice-présidente du Parlement européen, a commencé son allocution en citant le Brexit comme l'un des principaux défis auxquels l'UE était actuellement confrontée car c'était la première fois qu'un État membre votait pour quitter l'Union. Elle a rappelé aux participants que les efforts devaient se concentrer sur la réalisation d'un Brexit ordonné, même si cette option nécessitait une prorogation du délai prévu à l'article 50, ce dont le Conseil européen devait être saisi cette même semaine. Elle a ajouté que tout le monde pourrait assurément tirer des enseignements de cette situation afin d'éviter que quelque chose de semblable ne se produise à l'avenir. Elle a aussi insisté sur la nécessité pour l'UE et les États membres d'œuvrer en faveur d'une politique de compromis plutôt que de conflit afin de lutter contre une polarisation croissante.

M^{me} McGUINNESS a ensuite abordé d'autres défis actuels. En ce qui concerne le changement climatique, elle a signalé la motivation des jeunes à se mobiliser pour leur avenir. Elle a ajouté que le Parlement européen soutenait la décarbonisation et visait l'objectif zéro émission de gaz à effet de serre d'ici à 2050. En outre, elle a déclaré que le Parlement européen ne pensait pas que la prospérité économique, la compétitivité industrielle et la politique climatique étaient incompatibles. C'est pourquoi il importait d'investir davantage dans les innovations industrielles, les technologies numériques et l'efficacité énergétique. En ce qui concerne la

numérisation et l'intelligence artificielle, M^{me} McGUINNESS a fait observer que ces développements allaient changer l'avenir du travail et de nos sociétés et qu'il importait d'œuvrer de concert aux niveaux européen et national de manière à répondre aux préoccupations des citoyens à cet égard. Elle a insisté sur le fait que les États membres pouvaient ensemble relever tous les défis en tant qu'Union et en étant solidaires entre eux afin de ne pas laisser passer des occasions dont nos concurrents pourraient se saisir et de ne pas perdre ce faisant la confiance des citoyens. M^{me} McGUINNESS a ajouté qu'il ne fallait pas sous-estimer le rôle de la religion et a félicité la présidence autrichienne d'avoir inclus le dialogue interreligieux dans les conclusions de la Conférence des Présidents.

En ce qui concerne les élections européennes, M^{me} McGUINNESS a fait observer que, d'après les sondages Eurobaromètre, la confiance des citoyens dans l'Union européenne avait atteint son niveau le plus élevé depuis 35 ans. Elle a aussi souligné l'importance particulière qu'auront les élections en raison des développements politiques survenus dans de nombreux États membres et le fait que les élections européennes n'étaient pas secondaires par rapport aux élections nationales car leur issue aura aussi un impact sur les politiques nationales. Elle a ajouté qu'il fallait absolument que l'UE et les États membres collaborent pour faire respecter les règlements contre les sources de désinformation étrangère, les réseaux sociaux conçus pour manipuler l'opinion publique et l'utilisation illégale des données personnelles des citoyens en vue d'influencer les intentions de vote. Elle a déclaré qu'une large coopération – au-delà des allégeances politiques et entre les États membres – sera nécessaire dans la période de transition précédant le nouveau parlement. M^{me} McGUINNESS a conclu son discours principal en notant que 2019 marquait le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui a fait des parlements nationaux des acteurs au niveau européen, et que la coopération fructueuse entre ces derniers et le Parlement européen allait devenir encore plus cruciale devant les défis à venir. Pour finir, elle a demandé aux participants d'encourager les citoyens à participer aux élections européennes.

2. Session I : L'Union européenne et ses voisins

Orateurs principaux : M. Andrej DANKO, Président du *Národná rada* slovaque ; M. Nikos VOUSIS, Président de la *Vouli ton Ellinon* grecque ; M. Roberto FICO, Président de la *Camera dei Deputati* italienne

M. Andrej DANKO, Président du *Národná rada* slovaque, a commencé son discours en faisant observer que la conférence facilitait le dialogue interparlementaire en ciblant des questions européennes spécifiques et actuelles. Il a insisté sur le fait que la politique européenne de voisinage devrait être un élément clé de politique étrangère car de nombreux conflits et crises demandaient de l'attention et un voisinage stable.

M. DANKO a fait observer que la situation sécuritaire dans le voisinage était moins prévisible qu'auparavant en raison des nombreux conflits et crises régionaux qui demandaient une attention particulière. Étant donné que la stabilité du voisinage était le défi le plus urgent à relever actuellement, l'objectif premier devait être de renforcer la prospérité, la stabilité et la sécurité et, en fin de compte, d'assurer une Union européenne stable, sûre et prospère. Rappelant en outre que l'élargissement de l'UE était un investissement stratégique dans une Europe stable, forte et unie, il a insisté qu'il fallait envoyer à la région des Balkans occidentaux un message clair et convaincant de fraternité, de cohésion et de communauté d'avenir. M. DANKO s'est félicité de la percée historique réalisée par la Macédoine du Nord et la Grèce, qui a donné une impulsion positive à toute la région. Il a aussi insisté sur le fait qu'une perspective claire d'adhésion à l'UE fondée sur des valeurs partagées et des normes communes était la meilleure motivation pour poursuivre les processus de réforme et de modernisation dans la région. Si l'UE ne parvenait pas à mettre à profit cette opportunité stratégique d'intégration, elle laisserait de nouveau la porte ouverte aux menaces en matière de sécurité et à l'instabilité et encouragerait l'intervention d'autres acteurs extérieurs.

M. DANKO a déclaré que la République slovaque était un fervent partisan de la poursuite des réformes dans les Balkans occidentaux et que le V4 avait mené des activités communes pour préparer ces derniers à l'adhésion. Il a ajouté que des progrès avaient été accomplis dans la coopération bilatérale avec tous les pays même si la situation générale, notamment en raison des conflits en cours, restait extrêmement complexe. Il a indiqué, d'un côté, l'engagement à soutenir les partenaires et, de l'autre, l'attente de réformes profondes et de la reconnaissance de valeurs et de principes. Il a reconnu par conséquent que le programme du Partenariat oriental était devenu un programme à plusieurs vitesses. Dans ce sens, l'adoption de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, redéfinissant les objectifs au niveau mondial, a constitué une avancée.

M. DANKO a insisté sur le fait que le terrorisme était actuellement l'une des plus grandes menaces pour la sécurité et que les membres de l'UE devaient œuvrer de concert pour le combattre jusque dans ses racines. Il a rappelé que la religion en soi n'était pas un danger, mais que les extrémistes religieux fanatiques l'étaient. Il a terminé en déclarant que d'autres défis mondiaux, tels que l'agenda numérique, l'instabilité, l'immigration clandestine, le changement climatique mondial et la détérioration de l'environnement, exigeaient également des solutions mondiales et qu'il était convaincu que la politique européenne de voisinage et la nouvelle Commission insuffleraient un élan stratégique plus fort et seraient plus souples.

M. Nikos VOITSIS, Président de la *Vouli ton Ellinon* grecque, a ouvert son discours en citant l'accord de Prespa avec la Macédoine du Nord comme un bon exemple de relations de voisinage positives. Selon lui, l'accord a prouvé qu'avec la volonté politique nécessaire, les États pouvaient résoudre leurs différends sur la base du droit international et des bonnes relations avec leurs voisins. Il a créé le cadre permettant de développer pleinement les relations politiques et économiques bilatérales et a préparé le terrain en vue d'une perspective euro-atlantique et européenne pour la Macédoine du Nord. M. VOITSIS a également indiqué que le Premier ministre grec s'était récemment rendu à Skopje avec dix autres ministres et qu'il avait participé à la première réunion du Haut Conseil de coopération entre les deux pays, comportant la signature de plusieurs memoranda. Il a ensuite remercié les participants de leurs paroles encourageantes.

M. VOITSIS a insisté sur le fait que l'intégration rapide des Balkans occidentaux restait pour la Grèce une priorité constante pour la stabilité régionale, la sécurité de l'UE et la croissance économique dans la région. Il a ajouté que la Grèce soutenait le principe selon lequel le rythme du processus d'intégration pour chaque pays candidat ou candidat potentiel de la région des Balkans occidentaux devait être basé sur les progrès individuels de chaque pays afin de maintenir une incitation forte à faire avancer les réformes nécessaires. Dans le même temps, l'UE avait besoin de mettre en œuvre une nouvelle stratégie qui inclurait des politiques d'aide et de convergence. M. VOITSIS a également fait observer aux participants que le voisinage de l'UE ne se composait pas seulement des Balkans occidentaux et que les relations avec les pays voisins ne se limitaient pas au processus d'élargissement. Il a rappelé que cette année marquait le dixième anniversaire du Partenariat oriental et que l'UE avait besoin de voisins forts et démocratiques. Les partenaires orientaux devaient donc être encouragés à soutenir les réformes en cours et à coexister harmonieusement avec la dimension méridionale du voisinage de l'UE. M. VOITSIS a ajouté que la Grèce avait également mis en place des programmes de coopération régionale avec la Méditerranée orientale, soutenant l'émergence de nouvelles architectures de sécurité grâce à une coopération multilatérale avec Israël, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Palestine.

M. VOITSIS a rappelé en outre qu'au-delà du processus d'élargissement et de la politique de voisinage, il importait que les actions internationales menées par l'UE en tant que puissance mondiale pour la stabilité et la paix soient guidées par la promotion de la paix, le respect du droit international, la protection de l'État de droit et des droits de l'homme et le

renforcement des principes sur lesquels repose l'Union. Il a fait observer que les efforts déployés par la Grèce et d'autres pays en matière de gestion des réfugiés et des migrants ne bénéficiaient pas toujours de la part des partenaires européens de la solidarité escomptée et que le fardeau n'avait pas été entièrement réparti entre tous les États membres. Il a demandé par conséquent une réforme du régime d'asile européen commun basée sur la solidarité et le partage du fardeau. M. VOUTSIS a conclu en mentionnant que la Grèce avait toujours soutenu la perspective européenne de la Turquie car cela serait dans l'intérêt de l'UE, du peuple turc et de la Grèce. Néanmoins, il a signalé que la voie de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne était liée au principe de conditionnalité.

M. Roberto FICO, Président de la *Camera dei Deputati* italienne, a commencé son discours en déclarant que l'ampleur même des défis mondiaux auxquels l'Europe était confrontée rendait l'action des différents États membres structurellement inadéquate et nécessitait une réponse forte et conjointe. Il a toutefois noté que cela n'avait pas été le cas jusqu'alors, comme l'ont montré de manière si dramatique les relations avec la rive sud de la Méditerranée. M. FICO a insisté sur le fait que l'Europe devait rejeter comme un seul homme toute solution armée et réaffirmer son soutien à un règlement politique entre les différents acteurs en Libye par la voie du dialogue promu par les Nations unies. Il a critiqué le fait que l'Union européenne se soit trop longtemps comportée comme un spectateur passif en ce qui concerne la rive sud de la Méditerranée, laissant ainsi des pays ou un groupe d'États membres agir isolément. En ce qui concerne l'immigration, il a déclaré que l'accent portait trop sur les mouvements secondaires et pas assez sur les mouvements primaires qui affectent les pays ayant une frontière extérieure, comme l'Italie. En outre, il a déploré que les principes de solidarité et de partage équitable de responsabilités, prévus dans l'article 80 du TFUE, n'aient pas été appliqués.

M. FICO a insisté sur le fait que l'immigration ne pouvait être gérée de manière méthodique, en conformité avec le droit international, que si une action commune était menée sur les différents axes suivants :

- 1) Partage des responsabilités à l'égard des migrants en ce qui concerne les opérations de sauvetage et la gestion de la situation qui en découle. M. FICO a rappelé que les réfugiés ou les migrants qui arrivaient dans un État membre devaient être pris en charge par l'Europe dans son ensemble, ce qui exigeait le remplacement du règlement de Dublin.
- 2) Coopération pleine et entière pour le contrôle des frontières extérieures, y compris la lutte contre la traite des êtres humains et l'esclavage.
- 3) Création de camps d'accueil ; assistance et information.
- 4) Coordination accrue des systèmes nationaux d'intégration des réfugiés et des migrants légaux et adoption de normes minimales communes en conformité avec le droit international et les principes fondamentaux du droit européen.
- 5) Soutien financier à la consolidation de la paix, de la démocratie et de l'État de droit dans les pays partenaires du Sud de l'Europe et dans d'autres pays africains, soutien à la croissance économique et amélioration des perspectives de vie des populations.

M. FICO a en outre souligné que la *Camera dei Deputati* et le *Senato della Repubblica* italiens étaient en train de conclure un projet de jumelage européen avec l'Assemblée nationale française en vue de renforcer la capacité administrative du Parlement tunisien, en plus de formes similaires de coopération avec les parlements de la Corne de l'Afrique et du Sahel.

En ce qui concerne le prochain cadre financier pluriannuel, M. FICO a déclaré que celui-ci devrait refléter les priorités énoncées et que la part actuelle de la dotation devrait être maintenue, c'est-à-dire deux tiers pour les voisins du Sud et un tiers pour les voisins de l'Est. Dans ce contexte, il a souligné la nécessité d'accroître les fonds destinés à la gestion de l'immigration et a déclaré que la dotation actuelle de 35 milliards d'euros pour toute la période 2021–2027 n'était pas suffisante, les deux tiers devant servir au contrôle des frontières extérieures.

En ce qui concerne les élections européennes, M. FICO a rappelé que, selon lui, il fallait se concentrer davantage sur l'action extérieure de l'UE dans le débat électoral et parler davantage d'une seule voix et avec plus de force. M. FICO a également évoqué la possibilité pour l'Union d'avoir une représentation unie au sein des organisations internationales, en tant que premier pas sur la voie d'un siège permanent de l'Union européenne au Conseil de sécurité des Nations unies, comme déjà envisagé dans le cadre des traités actuels. Il a conclu en appelant à une réflexion sur le type de relations de l'UE avec la Russie d'une part, et avec la Chine d'autre part, mais aussi en soulignant la nécessité d'affirmer, dans les relations extérieures de l'UE, l'essence d'une identité européenne.

Vingt-deux orateurs ont pris la parole au cours du débat qui a suivi. La première intervention a été celle de M. Gordan JANDROKOVIC, Président du *Hrvatski Sabor* croate, qui a signalé que la complexité géopolitique actuelle avait conduit l'Union à fixer comme priorité un avenir sûr et stable pour l'Europe. Il a déclaré que l'Europe devait de ce fait consolider son espace politique, y compris l'Europe du Sud-Est. Il a également souligné l'importance de l'élargissement, qui était l'un des plus grands succès de l'UE, qu'il a qualifié d'investissement dans la paix, la stabilité, la sécurité et le progrès, fondé sur des valeurs communes. Il a ajouté en outre que, pendant sa présidence du Conseil de l'UE, la Croatie soutiendrait la perspective européenne et la poursuite de l'élargissement par un processus d'adhésion crédible, strict et équitable, s'appuyant sur les performances individuelles, la conditionnalité et le respect de critères bien définis.

M. Radek VONDRACEK, Président de la *Sněmovna* tchèque, a mis l'accent sur la question du processus d'élargissement car les Balkans occidentaux font partie du continent, partagent une histoire européenne commune et occupent une place dans la future Union européenne. Il a souligné que l'accès à l'Union serait le moteur du développement socio-économique de la région et donnerait une impulsion aux réformes déjà en cours.

M. Ivan BRAJOVIC, Président de la *Skupština Crne Gore* monténégrine, a insisté sur le fait que les problèmes internes de l'UE ne pouvaient être résolus en ralentissant l'élargissement car la consolidation au sein de l'UE et l'adhésion de pays partageant les mêmes valeurs étaient deux processus complémentaires. Il a affirmé également que, si l'UE mettait de côté la politique d'intégration, elle pourrait être confrontée à une influence croissante d'autres acteurs dans la région. Pour finir, il a mis en avant l'attachement que porte le Monténégro à la coopération régionale, à l'harmonie et à l'amélioration du niveau de vie.

M. Talat XHAFERI, Président de la *Sobranie* de Macédoine du Nord, a fait observer qu'une étape historique avait été franchie avec l'accord de Prespa, lequel rouvrirait la voie d'accès de la Macédoine du Nord à l'UE et à l'OTAN, et que cette étape montrait combien le dialogue était nécessaire pour résoudre les questions et les problèmes en suspens.

M. Viktoras PRANCKIETIS, Président du *Seimas* lituanien, a déclaré que, même si la Lituanie était géographiquement éloignée de la Méditerranée, l'immigration représentait un défi sans précédent qui demandait les efforts conjoints des institutions de l'UE, des États membres et des organisations internationales. D'un autre côté, il a déclaré que la démocratie et la stabilité en Europe du Sud-Est créaient un environnement positif et favorable à la coopération pour l'ensemble de l'Union européenne, reconnaissant que beaucoup avait été accompli au cours des dix années du Partenariat oriental. M. PRANCKIETIS a en outre déclaré que la possibilité devrait être donnée aux partenaires plus performants de progresser davantage et à un rythme plus rapide pour éviter une politique basée sur le plus petit dénominateur commun et de manière à répondre aux besoins individuels.

M. László KÖVÉR, Président de l'*Országgyűlés* hongroise, a insisté sur le fait que l'UE ne devrait pas ouvrir ses portes aux migrants clandestins venant de l'extérieur de l'Europe mais aux pays qui attendaient leur adhésion. Il a déclaré que la réussite européenne de

l'élargissement devait se poursuivre et ne pas s'arrêter à mi-parcours car la sécurité et la stabilité de la région des Balkans occidentaux revêtaient une importance capitale pour toute l'Europe, et la perspective d'adhésion à l'UE constituait une force capable de stabiliser efficacement les systèmes politiques. Il est d'accord avec les autres orateurs qui ont dit que d'autres puissances risqueraient de s'immiscer pour combler un vide géopolitique. M. KÖVÉR a émis l'espoir que, dans le cycle institutionnel suivant, l'UE serait élargie au Monténégro et à la Serbie, que des pourparlers d'adhésion démarreraient avec l'Albanie et la Macédoine du Nord et que la Bosnie-Herzégovine recevrait le statut de pays candidat cette année-là. Il a mis en avant le processus d'intégration du Partenariat oriental, certes moins avancé, mais ayant le même pouvoir stabilisateur que dans les Balkans occidentaux, avec la même responsabilité d'honorer ses obligations et ses engagements.

M. Pio GARCÍA-ESCUADERO, Président du *Senado* espagnol, a déclaré que l'Europe devait faire face à la crise migratoire mais qu'elle devrait aussi dépasser son approche purement eurocentrique et entretenir des relations différentes avec des pays comme le Maroc, l'Algérie et le Nigeria. Il a fait observer qu'il s'agissait d'un monde où les pays étaient de plus en plus interconnectés et où le terrorisme, l'agenda numérique, les droits de l'homme et l'immigration exigeaient un cadre de coopération qui allait au-delà des États pris individuellement.

M. Gérard LARCHER, Président du Sénat français, a insisté sur le fait que tous pourparlers ou activités d'adhésion devaient s'appuyer sur les critères d'adhésion, y compris le respect de l'État de droit et des principes fondamentaux, et être basés sur les mérites de chaque pays. S'agissant de la politique de voisinage dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, il a souligné les immenses défis à relever, à savoir le doublement de la population africaine d'ici à 2050, l'immigration clandestine et les développements extrémistes. Il a déclaré que l'Europe devait donc redoubler d'effort pour relever ces défis, accorder de l'aide au développement et soutenir la gouvernance.

M^{me} Borjana KRIŠTO, Présidente du *Predstavnički dom* bosniaque, a rappelé aux participants que beaucoup de progrès avaient été accomplis depuis le début du processus d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine en 1997 et que la demande officielle d'adhésion à l'UE avait été soumise en 2016. Elle a aussi fait observer que, malgré les défis qui se posaient à son pays, en particulier la modification de la législation électorale, la position selon laquelle l'adhésion à l'UE représentait l'avenir du pays avait reçu un soutien unanime.

M. Gramoz RUCI, Président du *Kuvendi* albanais, a remercié les participants de leur soutien à son pays et a insisté sur le fait que l'Albanie avait pris des mesures importantes pour répondre aux cinq grandes priorités fixées par le Conseil, principalement en mettant en œuvre une réforme de la justice et en prenant des mesures importantes pour la gestion conjointe de la crise migratoire. Il a fait observer que l'élargissement signifiait non seulement un plus grand nombre d'États membres mais aussi un investissement dans la stabilité de la région.

M^{me} Carmen Ileana MIHALCESCU, Vice-présidente de la *Camera Deputaților* roumaine, a rappelé aux participants le dixième anniversaire du Partenariat oriental et a déclaré que la Roumanie soutiendrait tous les efforts consentis par les pays partenaires pour avoir des relations plus étroites avec l'UE, chacun à son propre rythme et selon ses propres ambitions politiques. Elle a en outre proclamé le plein attachement de la Roumanie à un partenariat fort avec le voisinage méridional. En ce qui concerne Israël et la Palestine, la seule alternative viable et réaliste pour apporter la paix dans la région était une solution à deux États, et la communauté internationale tout entière devrait accroître ses contributions dans ce sens.

M^{me} Sveta KARAYANCHEVA, Présidente de la *Narodno sabranie* bulgare, a fait observer que le Brexit, l'immigration et le populisme avaient modifié la mentalité des Européens et placé les valeurs européennes dans un contexte nouveau. Elle a ajouté que l'UE n'était pas dans une impasse mais avait plutôt besoin d'un débat stratégique sur son avenir et qu'une division en

centre et périphéries et une Europe à deux vitesses étaient inacceptables. Elle a conclu en disant que le rapprochement des Balkans occidentaux constituait un investissement géostratégique de l'UE pour une Europe solide, forte et unie.

M. Daniel GÜNTHER, Président du *Bundesrat* allemand, a commencé son intervention en déclarant que le projet européen avait été remis en question depuis plusieurs années, en partie à cause de faits nouveaux survenus en dehors de l'UE. Il a insisté sur le fait qu'il était temps d'adopter une position ferme à l'égard de la Turquie et qu'il se réjouirait si le gouvernement turc et l'AKP donnaient des preuves concrètes de leur reconnaissance des résultats des récentes élections municipales. Il a ajouté que l'UE devait absolument trouver une position commune sur la lutte contre les causes profondes de l'immigration et offrir aux populations des perspectives réelles dans leur pays d'origine, à savoir pas de guerre, consolidation des processus de paix et lutte contre la pauvreté et le changement climatique. En outre, il a rappelé qu'une réglementation européenne en matière d'immigration devait être trouvée et que les responsabilités devaient être partagées équitablement.

M. Andreas NORLÉN, Président du *Riksdag* suédois, s'est félicité du regain d'intérêt qu'a porté la Commission à l'élargissement de l'Union et a déclaré que le principe de conditionnalité devrait constituer la base de ce processus. Le Partenariat oriental devrait être fondé sur des engagements mutuels en faveur de l'État de droit, de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme et des droits des groupes minoritaires. Il a aussi déclaré qu'une perspective d'adhésion devrait également être étendue aux pays partenaires qui étaient prêts à mener des réformes politiques et économiques ambitieuses. En ce qui concerne l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, M. NORLEN a ajouté que le Parlement suédois avait décidé de ne pas nommer de délégation pour la période à venir en raison de problèmes d'organisation mais qu'il espérait y participer à nouveau ultérieurement.

M^{me} Maja GOJKOVIČ, Présidente de la *Norodna Skupština* serbe, a fait observer que la Serbie participait à tous les changements auxquels l'UE devait faire face et, en particulier, qu'elle avait fait ses preuves dans la crise des migrants. Elle a déclaré que l'engagement total de la Serbie dans le processus d'élargissement était fondé sur la conviction que tous ces efforts étaient dans l'intérêt de la région et de l'UE. Elle a signalé que la Serbie était le seul pays à avoir ouvert le chapitre 35 dans les négociations d'adhésion. Elle a aussi rappelé que la Serbie attendait de l'UE qu'elle facilite le dialogue Belgrade-Pristina.

M^{me} Ināra MŪRNIECE, Présidente de la *Saeima* lettone, a déclaré que la Lettonie était un fervent partisan d'une perspective européenne pour les Balkans occidentaux et que le processus d'adhésion était générateur de transformations dans toute la région. La Lettonie s'est félicitée de la conclusion de l'accord de Prespa en tant qu'avancée historique et a demandé à l'UE de reconnaître ce fait en ouvrant des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie en juin. Elle s'est félicitée en outre que le premier tour des élections en Ukraine se soit déroulé dans le respect des règles internationales. Elle a déploré que la Russie n'ait pas respecté l'accord de Minsk et a exprimé ses préoccupations à l'égard des Tatars de Crimée dans la péninsule de Crimée.

M^{me} Daina Elena FEDEROVICI, Vice-présidente du *Senatul* roumain, a convenu que la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité économique devrait être l'objectif de la politique européenne de voisinage. Elle a déclaré que la Roumanie continuerait à soutenir tous les efforts déployés par les pays voisins pour se rapprocher de l'UE et qu'elle envisageait de lancer un processus de réflexion sur les objectifs après 2020. En ce qui concerne la PESC, la Roumanie a réaffirmé qu'elle partageait l'attachement de l'UE à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Partenariat oriental.

M. Henn PÕLLUAAS, Président du *Riigikogu* estonien, a rappelé que les 15 années d'adhésion de l'Estonie à l'OTAN et à l'UE avaient renforcé et accru la sécurité et la prospérité.

Il a affirmé que c'était la raison pour laquelle l'Estonie se sentait proche de tous ceux qui partageaient la passion et les valeurs de l'UE. Il a déclaré que le Partenariat oriental demeurait une priorité pour l'Estonie et a ajouté que, en matière de coopération bilatérale, l'Estonie accordait une grande attention à la réforme et la promotion des services gouvernementaux en ligne, à l'enseignement, à l'environnement, à la lutte contre la corruption et au développement de la société civile dans les pays partenaires orientaux.

M. Demetrios SYLLOURIS, Président de la *Vouli ton Antiprosopon* chypriote, a félicité le Parlement autrichien d'accueillir la prochaine Conférence des Présidents de l'UIP à Vienne en 2020. Il a poursuivi en disant que Chypre, étant située sur le flanc sud-est de l'Europe, pouvait jouer le rôle de médiateur pour le dialogue et la coopération entre le Moyen-Orient et l'UE grâce à des initiatives de coopération régionale et des accords bilatéraux et multilatéraux.

M. Stanisław KARCZEWSKI, Président du Sénat polonais, a déclaré que la Pologne soutenait le processus d'adhésion dans les Balkans occidentaux et une politique de portes ouvertes pour les pays du Partenariat oriental, tels que l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie. Il a ajouté que cela supposerait certains coûts, comme le changement de direction des transferts d'argent au sein de l'UE en ce qui concerne les politiques régionales et agricoles et comme la possibilité qu'un vide politique puisse être comblé par des pays, tels que la Russie, se comportant agressivement envers l'UE et exportant la déstabilisation et la corruption. Il a ajouté que l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie n'avaient pas de feuille de route similaire à celle des Balkans occidentaux, mais l'UE devait consolider son offre et trouver de nouveaux instruments. Il a déclaré que tant que la Russie demeurait une source d'agression, elle devrait faire l'objet de sanctions de l'UE et ne pouvait pas se cacher derrière des projets comme Nord Stream 2.

M. Dejan ŽIDAN, Président de la *Državni zbor* slovène, a fait observer qu'en ce qui concerne la question de l'immigration, l'UE devait s'attaquer aux raisons pour lesquelles les gens émigraient, soutenir la production agricole et économique dans les pays d'origine et lutter contre le changement climatique. En ce qui concerne les Balkans occidentaux, M. ŽIDAN a mis en avant son soutien mais a aussi déclaré que l'UE devait offrir des perspectives claires et tranchées et accomplir un pas décisif à Bruxelles en juin.

M. Fernand ETGEN, Président de la *Chambre des Députés* luxembourgeoise, a noté que le Luxembourg était ouvert à l'idée d'élargir l'Union européenne à la condition que tous les critères soient respectés, en particulier les chapitres liés à la démocratie, à l'État de droit et à la justice. Il a ajouté que les exigences démocratiques dépendaient de valeurs, de droits et de libertés partagés, raison pour laquelle les relations interparlementaires devraient être encore renforcées. Il a déclaré qu'il importait en même temps d'offrir des perspectives crédibles et de ne pas faire de promesses irréalistes.

3. Session II : L'Union européenne avant les élections européennes de 2019 – Le développement de la coopération entre les parlements nationaux et les institutions européennes

Orateurs principaux : M. Wolfgang SCHÄUBLE, Président du *Bundestag* allemand ; M^{me} Ankie BROEKERS-KNOL, Présidente de la *Eerste Kamer* néerlandaise ; M. Gérard LARCHER, Président du Sénat français ; M. Marek KUCHCIŃSKI, Président du *Sejm* polonais

M. Wolfgang SOBOTKA, Président du *Nationalrat* autrichien, a ouvert la session en évoquant quatre points en rapport avec le sujet de la discussion. Premièrement, il a souligné qu'un élément essentiel de l'identité européenne était certainement l'attachement commun à l'État de droit, aux droits fondamentaux et droits de l'homme, et à la démocratie parlementaire. Il a ajouté que ces valeurs ne devaient pas être tenues pour acquises. Deuxièmement, il a noté

une augmentation de l'antisémitisme en Europe et dans le monde et a demandé que toute forme d'antisémitisme, de racisme et de xénophobie soit condamnée. M. SOBOTKA a rappelé en outre qu'en décembre 2018, le Conseil avait adopté pour la première fois une déclaration sur la lutte contre l'antisémitisme. Il a aussi mentionné les États laïques modernes comme un élément central de l'Europe, fait qui ne saurait être ébranlé par des forces islamiques radicales ou autres forces extrémistes. Là où la politique européenne a échoué ces dernières années a été de ne pas avoir réagi à temps face à l'apparition de sociétés parallèles en Europe. M. SOBOTKA a souligné, comme dernier point, l'importance capitale du principe de subsidiarité pour l'intégration européenne et a insisté sur le fait que les États membres devraient disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour ce qui est des questions qui touchent directement leurs citoyens et qui ont trait à la législation européenne, à savoir plus de lignes directrices et moins de réglementations. En conclusion, il a signalé que prendre la subsidiarité au sérieux ne signifiait pas affaiblir l'UE, mais plutôt renforcer la confiance des citoyens dans l'Union.

M. Wolfgang SCHÄUBLE, Président du *Bundestag* allemand, a qualifié 2019 d'année charnière pour l'Union européenne, à propos non seulement du Brexit mais aussi du manque d'unité dans de nombreux domaines politiques, ajoutant cependant que l'Union était capable de surmonter ces difficultés. Il a noté que l'UE était de mieux en mieux acceptée au sein de la population, 62 % des Européens considérant positivement l'adhésion de leur pays à l'UE et plus des deux tiers estimant que leur pays en tirait profit. Il a ajouté que ce n'était cependant qu'une partie de la réalité car les citoyens émettaient aussi des doutes quant à la capacité des institutions européennes à résoudre les problèmes et quant aux bienfaits de la politique de l'UE dans leur vie quotidienne.

M. SCHÄUBLE a insisté sur le fait que les parlements nationaux, après s'être peu à peu imposés sur les questions de politique européenne grâce aux traités européens, étaient une courroie de transmission importante pour renforcer les liens des Européens avec les institutions de l'UE. Il a toutefois déclaré que la liberté de réformer, accordée par le droit primaire, était néanmoins limitée, notamment en raison du principe de l'unanimité. Selon lui, cela nécessiterait un débat de fond sur ce que les États membres pourraient décider eux-mêmes et ce qui nécessiterait une action commune, par exemple en matière d'environnement, de sécurité aux frontières, d'immigration, de banques et d'économie. Il a rappelé que les États membres étaient encore les seuls décideurs sur de nombreuses questions clés et que, dans bien des endroits, la volonté de partager la souveraineté nationale n'était pas particulièrement forte. M. SCHÄUBLE a souligné l'intérêt des réunions interparlementaires, rappelant que les parlements nationaux étaient priés d'adopter systématiquement une perspective véritablement européenne à côté du point de vue national, lequel offrait un angle plus étroit dans les débats sur les questions européennes. Dans ce contexte, il a également mentionné l'Assemblée parlementaire paritaire de l'Assemblée nationale française et du *Bundestag* allemand.

M. SCHÄUBLE a en outre déclaré qu'il était impossible de réformer quoi que ce soit en Europe si chacun des États membres essayait de façonner l'autre à son image et qu'il n'était possible de réformer que si ces derniers surmontaient les blocages nationaux qu'ils s'étaient eux-mêmes imposés. Il a sollicité des explications convaincantes montrant qu'il y avait des domaines politiques où la coopération représentait la meilleure voie. M. SCHÄUBLE s'est dit convaincu qu'une politique de sécurité et de défense commune était indispensable car l'Europe devait assumer davantage de responsabilités pour sa propre sécurité et pour la sécurité des régions environnantes. Il a affirmé que, par conséquent, l'accord sur des projets militaires communs dans le cadre de PESCO était un premier pas dans la bonne direction.

M. SCHÄUBLE a conclu son intervention en signalant que la rénovation du bâtiment historique du Parlement autrichien était l'occasion de créer un édifice plus ouvert et offrant une plus

grande transparence pour les besoins du parlementarisme contemporain et qui serait un exemple de ce que l'on attend aujourd'hui du travail parlementaire.

M^{me} Ankie BROEKERS-KNOL, Présidente de l'*Eerste Kamer* néerlandaise, a commencé son intervention en rappelant aux participants un discours qu'elle avait prononcé dix ans plus tôt à la 43^e COSAC à Madrid, où elle avait évoqué le nouveau modèle de relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen à la suite de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Elle a déclaré qu'un grand nombre des sujets qui ont été examinés à la conférence avaient déjà été abordés à l'époque. Elle a ensuite insisté sur la nécessité de s'abstenir de lancer un grand nombre de nouvelles conférences interparlementaires car cela ne contribuerait vraisemblablement pas au processus essentiel qu'était le renforcement des relations entre les parlements nationaux et les institutions européennes. Elle a rappelé qu'il importait de ne jamais oublier la raison d'être de la coopération interparlementaire entre les parlements nationaux et le Parlement européen, à savoir, connecter et reconnecter les citoyens européens avec le projet européen.

M^{me} BROEKERS-KNOL a déclaré que l'année 2019 serait sans aucun doute une autre année jalonnée d'événements et de défis politiques sans précédent, en plus du Brexit. Elle a fait observer que, dans le monde complexe d'aujourd'hui, aucun État membre ne pouvait s'attaquer seul à des problèmes tels que le terrorisme, le changement climatique ou l'immigration. Œuvrer de concert, c'est peser plus fort, aussi dans le commerce mondial et en géopolitique, et c'est aller au-delà des intérêts strictement nationaux. Cela dit, M^{me} BROEKERS-KNOL a fait remarquer qu'elle ne soutenait pas l'idée d'une Europe fédérale, l'Union européenne étant pour elle une unification de peuples et non d'États. Elle a ajouté qu'il incombait aux institutions de l'UE et aux responsables politiques nationaux d'atteindre le bon équilibre entre une Union de coopération étroite, d'une part, et l'acceptation par les citoyens d'un certain degré d'unification sur certains sujets précis, d'autre part. Elle a déclaré en outre qu'il était crucial que les politiciens tiennent leurs promesses.

M^{me} BROEKERS-KNOL a invité les parlementaires à examiner la question de la valeur ajoutée que représentait l'UE pour le quotidien des citoyens mais aussi à cerner précisément les propositions de l'UE qui n'allaient pas dans l'intérêt des citoyens. Les parlements nationaux devraient également être plus transparents et plus responsables quant à leur position sur la politique de l'UE car, même si certaines procédures étaient compliquées, les citoyens devraient être en mesure de les comprendre et de les suivre, voire même influencer sur les décisions par l'intermédiaire de leur parlement national. En conclusion, M^{me} BROEKERS-KNOL a déclaré que les parlementaires se devaient, vis à vis des citoyens de l'Union européenne, de coopérer efficacement aux niveaux national et européen afin que ces derniers se sentent connectés au projet européen.

M. Gérard LARCHER, Président du Sénat français, a déclaré, en introduction, que les chefs d'État des États membres de l'UE débattraient de la demande d'un nouveau report du Brexit adressée par la première ministre Theresa May. Il a affirmé qu'un retrait en bonne et due forme serait bien sûr préférable mais que l'UE ne pouvait pas être à la merci des différents votes exprimés à la Chambre des communes britannique et avait besoin d'une clarification de la part de Londres. Passant aux élections européennes toutes proches, il a déclaré que, sans refondation véritable de l'Europe, celle-ci ne serait pas capable d'affronter ni de relever les défis mondiaux.

M. LARCHER a également déclaré que les gouvernements nationaux avaient fait de l'UE un bouc émissaire et que la priorité devait donc être l'apaisement avec l'Europe et ses citoyens. Il a affirmé que les défis actuels étaient trop urgents pour qu'un pays puisse les résoudre seul. Il a souligné la nécessité de redéfinir l'Europe, en se concentrant sur les priorités que les citoyens attendaient. Il a cité comme première priorité le fait que les citoyens voulaient une Europe qui les protège. Compte tenu de tous les défis liés à l'immigration, il a dit qu'il fallait

réformer les accords de Dublin et de Schengen, harmoniser les réglementations concernant le droit d'asile et soutenir les pays d'origine, notamment en ce qui concerne les structures de réadmission. La deuxième priorité devrait être de doter l'UE d'une politique débouchant sur davantage d'emplois et de soutien à la recherche dans l'industrie, ce qui ramènerait l'UE en position de pointe. En troisième priorité, il a déclaré que l'évolution des structures de pouvoir au niveau international exigeait un changement de la politique étrangère et de la politique de défense de l'UE. Dans ce contexte, M. LARCHER a fait observer que, de toute évidence, l'UE n'agissait pas comme la puissance qu'elle devrait être et que, si elle tenait à rester une grande puissance, tous les accords commerciaux devaient être renforcés. Les questions de sécurité européenne ne devraient pas être transférées automatiquement à l'OTAN ou aux États-Unis, mais devraient plutôt se traduire par un plus fort engagement pour définir une stratégie européenne de sorte qu'une Europe forte puisse se faire entendre dans le concert des nations.

En conclusion, M. LARCHER a fait observer que ces différentes initiatives ne dépendaient ni de l'adoption de nouveaux traités ni de discussions institutionnelles sans fin, mais bien du renforcement du rôle des parlements nationaux en tant que gardiens du principe de subsidiarité, car ceux-ci représentaient les peuples et avaient un rôle majeur à jouer, à savoir rapprocher l'Europe de ses citoyens. Il convenait par ailleurs de tenir compte du fait que les parlements nationaux avaient un droit d'initiative et qu'il devrait y avoir davantage de coopération entre parlements dans des domaines tels que la défense et la sécurité.

M. Marek KUCHCIŃSKI, Président du *Sejm* polonais, a mis en avant le 30^e anniversaire des élections libres en Europe centrale comme autre événement exceptionnel de 2019, ces changements ayant modifié la face de l'Europe centrale et conduit à l'unification de l'Europe. Il a ensuite parlé de quatre défis actuels. Premièrement, M. KUCHCIŃSKI a le sentiment que l'UE faisait face à une crise des valeurs, ces dernières années ayant fait prendre conscience aux gens qu'une identité commune ne pouvait reposer exclusivement sur des bases économiques et institutionnelles affranchies de toute conscience culturelle et sociale. C'est seulement en prenant en compte toutes ces valeurs que des solutions optimales pouvaient être entrevues pour renforcer l'identité européenne. Deuxièmement, M. KUCHCIŃSKI s'est dit préoccupé par une certaine réduction dans l'application des lois et par l'inégalité de traitement entre différents États membres, en particulier entre ceux qui ont adhéré en 2004 et plus tard et les anciens États membres. Il a fait remarquer que, même si les traités définissaient les compétences des États et des institutions européennes, l'UE avait souvent transgressé ces limites. Il a condamné les critiques adressées à la Pologne pour non-respect de l'État de droit en ce qui concerne sa réforme judiciaire telle qu'elle a été formulée en vue de la campagne électorale actuelle pour le Parlement européen. De telles ingérences dans les affaires intérieures d'un État membre donné ne devraient plus être tolérées.

M. KUCHCIŃSKI a parlé ensuite du troisième défi à relever, celui d'une UE démocratique, qui nécessiterait des parlements nationaux plus forts. Il a déclaré que la réforme du système de l'UE devrait s'accompagner d'un véritable mandat démocratique, accordé dans le cadre du processus électoral, ainsi que du rétablissement de l'équilibre entre les parlements nationaux et les institutions européennes. Comme dernier point, M. KUCHCIŃSKI a insisté sur le fait que l'UE devrait bien préserver son unité car la force de l'UE ne provenait pas exclusivement de la force des États membres mais de la communauté. Il a appelé à une nouvelle approche du cadre financier pluriannuel pour 2021–2027, en ce qui concerne notamment les réductions proposées dans le financement de la politique agricole et de la politique de cohésion.

Au cours du débat qui a suivi, 17 orateurs ont pris la parole.

M. Andreas NORLÉN, Président du *Riksdag* suédois, a commencé son intervention en signalant que, ces dernières années, un certain nombre de faits avaient suscité de vives inquiétudes, notamment le fait que certains États membres avaient porté atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire, à l'État de droit, à la liberté des médias et à la liberté de

la société civile. Il a ajouté que, même si des mesures avaient été prises par la Commission et le Conseil, ces processus étaient plutôt légers et devaient être renforcés à l'avenir pour préserver les valeurs fondamentales de l'Union européenne. Il est ensuite passé à la proposition de mise à jour des lignes directrices pour la coopération interparlementaire dans l'UE. Se référant aux différents développements survenus en matière de coopération (nouvelles réunions interparlementaires permanentes et changements de pratiques), il a souligné la nécessité de mettre à jour les lignes directrices de sorte qu'elles traduisent correctement le fonctionnement de la coopération interparlementaire de l'UE. Il a dit qu'il trouvait que le projet de conclusions était suffisant, s'attachant essentiellement à un alignement plus strict sur les dispositions du traité, aux nouvelles fonctions et réunions, ainsi qu'aux possibilités qu'offrait l'utilisation des moyens modernes de communication. Ce processus permettrait également, même si cela n'était pas mentionné spécifiquement, de réfléchir à l'efficacité de la coopération interparlementaire de l'UE, par exemple en termes de coordination et de soutien technique. M. NORLÉN s'est félicité qu'une réunion interparlementaire pour l'évaluation d'Eurojust ait été incluse dans le projet de conclusions et que la présidence finlandaise fasse avancer ces deux questions.

M. Eduardo FERRO RODRIGUES, Président de l'*Assembleia da República* portugaise, a fait observer que 2019 était une année difficile pour l'Europe, avec entre autres le Brexit comme cause de division de la société. Il a déclaré que l'Europe était confrontée à de nombreuses forces centrifuges et nationalistes qui ont fait de l'Union européenne le bouc émissaire pour tous ces événements négatifs. Seule une Europe unie serait en mesure de défendre ses intérêts au niveau mondial et de faire face aux grands défis de la mondialisation, de la précarité au travail, des inégalités, du chômage (surtout des jeunes), de l'immigration, du vieillissement démographique, de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Il a également souligné l'importance de l'Union économique et monétaire et de la politique de cohésion.

M. Gordan JANDROKOVIĆ, Président du *Hrvatski sabor* croate, a signalé que la liste des défis à relever était longue et a cité le Brexit, l'immigration et le changement climatique comme étant les plus urgents. Il a poursuivi en disant que tous ces défis avaient entamé la confiance des citoyens dans le projet européen et éveillé des voix eurosceptiques et qu'ils ne pouvaient être surmontés que par la promotion des valeurs et des principes d'unité, d'engagement, de responsabilité, de solidarité et de partenariat. Il a ajouté que les élections européennes allaient se dérouler dans un environnement différent et qu'elles représentaient un moment décisif pour l'avenir de l'Union européenne.

M^{me} Ana PASTOR JULIÁN, Présidente du *Congreso de los Diputados* espagnol, a désigné la sécurité, le terrorisme, l'agenda socio-économique, le changement climatique et la réforme de l'Union économique et monétaire comme les défis les plus urgents, en plus de l'incertitude persistante liée au Brexit. Elle a aussi mis en avant le fait que l'intensification de la coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux était l'un des moyens les plus efficaces de donner la parole aux citoyens, puisque ce sont les parlementaires qui les représentent. En outre, les débats nationaux devraient être plus en consonance avec les affaires communautaires courantes, cela renforcerait le sentiment d'appartenance au projet collectif.

M. Dejan ŽIDAN, Président de la *Državni zbor* slovène, a dit qu'il avait eu l'honneur, en compagnie de M. SOBOTKA, de dédier une plaque commémorative à M. Anton Jansa, un pionnier de l'apiculture mondiale et européenne. Il a ajouté que pour faire avancer l'Union européenne, il fallait d'abord bien lire son histoire, puis à partir de là définir sa propre ligne de pensée et s'y conformer. M. ŽIDAN a aussi mentionné le Brexit en disant qu'il marquait la défaite de l'UE mais il a formulé l'espoir que les gens auraient une nouvelle occasion de voter, maintenant qu'ils détenaient de nouvelles informations.

M^{me} Tone TRØEN, Présidente du *Storting* norvégien, a insisté sur le fait que, même si la Norvège n'était pas membre de l'UE, les relations avec les voisins, l'élargissement et les relations entre les parlements nationaux et les institutions européennes présentaient un grand intérêt. Elle a également mis en avant le 25^e anniversaire de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). Désignant le marché unique comme la pierre angulaire de la coopération, elle a dit qu'il était crucial pour la poursuite de la croissance et de la prospérité. M^{me} TRØEN a ajouté qu'une étroite coopération européenne était le seul moyen d'apporter des solutions aux défis comme le changement climatique et l'immigration, mais aussi l'inclusion sociale et l'injustice.

M. László KÖVÉR, Président de l'*Országgyűlés* hongroise, a fait observer que le continent européen touchait à la fin de l'un des plus mauvais quinquennats de son histoire, l'UE n'ayant pas réussi à protéger ses frontières extérieures et s'étant trouvée comme paralysée face au plus grand flux migratoire jamais connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De ce fait, l'un de ses membres les plus puissants, le Royaume-Uni, avait décidé de partir. M. KÖVÉR a ajouté que la Hongrie avait toujours été en faveur d'une Europe forte composée d'États nations forts et tenant compte des différentes caractéristiques des États membres. L'UE devait donc retrouver les racines qui lui avaient permis de devenir le projet le plus porteur du XX^e siècle. M. KÖVÉR a déploré que l'UE se soit éloignée de ses citoyens. C'est pourquoi il en a appelé à l'application du principe de subsidiarité et a demandé instamment le retour aux dispositions des traités fondateurs.

M. Demetrios SYLLOURIS, Président de la *Vouli ton Antiprosopon* chypriote, a également noté que l'UE, malgré ses progrès, avait été confrontée à des défis en tous genres et, avant tout, au manque de confiance des citoyens européens dans les institutions. Il a dit que les politiques devaient, pour cette raison, être mises en application en vue d'apporter de vraies réponses aux vrais problèmes en appliquant les principes de manière uniforme et d'obtenir ainsi des résultats. Il a ajouté que, sinon, d'autres acteurs combleraient le vide et les populistes continueraient leur ascension.

M. Roberto FICO, Président de la *Camera dei Deputati* italienne, a rappelé que l'Europe se trouvait aujourd'hui face à trois approches possibles : la première serait de continuer comme avant sans prêter attention aux problèmes qui se faisaient jour, mais ce ne serait là qu'une forme de mort lente. La deuxième serait de revenir aux États-nations et aux approches nationalistes, là encore une forme de retour en arrière. La troisième approche consisterait à réformer l'Europe dans le sens d'une intégration plus poussée, avec une Europe forte, un Parlement européen fort et une politique étrangère et de défense commune au niveau européen. M. FICO a ajouté qu'au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, l'UE devrait avoir un siège unique et permanent et que, sans une politique étrangère commune, il n'y avait qu'une politique étrangère affaiblie, comme on a pu le constater en Libye. Il a conclu son intervention en demandant une assistance au sujet de l'affaire Giulio Regeni, ce chercheur italien enlevé, torturé et assassiné en Égypte, affaire sur laquelle aucun travail sérieux n'avait démarré.

M^{me} Carole BUREAU-BONNARD, Vice-présidente de l'Assemblée nationale française, a déclaré que les États membres devraient tous trouver le moyen d'envoyer plus régulièrement leurs représentants aux conférences interparlementaires afin de dynamiser la coopération interparlementaire. Elle a aussi appelé à une plus grande efficacité d'IPEX, la principale plate-forme d'échange d'informations entre les parlements nationaux européens et a dit que les États membres devraient aussi exploiter davantage les réseaux existants, y compris le réseau des représentants permanents à Bruxelles. M^{me} BUREAU-BONNARD a rappelé qu'il était de la responsabilité commune des parlements nationaux et du Parlement européen de garantir que les systèmes démocratiques continuent de se développer. Elle a également ajouté que l'Assemblée nationale française et le *Bundestag* allemand venaient de fonder une

assemblée binationale pour débattre de suggestions en rapport avec les développements européens.

M. Mauri PEKKARINEN, Premier vice-président de l'*Eduskunta* finlandais, a souligné que la participation aux élections européennes avait diminué depuis que celles-ci existaient. Il a insisté sur le fait que les politiciens devraient réconcilier les électeurs avec la politique, leurs messages étaient souvent trop techniques, apolitiques et sur la défensive. Il faudrait en outre qu'ils soumettent les choix politiques et les objectifs concrets à la discussion. Il a affirmé que les électeurs n'étaient pas sensibles aux détails institutionnels de l'UE mais bien aux choix à faire entre des politiques rivales pour stopper le changement climatique et créer de l'emploi, de la sécurité et de la prospérité. Il a déclaré que si le projet européen n'était pas défendu, le jeu serait alors ouvert aux populistes. M. PEKKARINEN a ajouté que c'était le travail des hommes politiques de défendre l'UE et non celui des parlements en tant qu'institutions, et que les parlements devraient plutôt être ouverts à ceux qui remettaient le système en question et qui représentaient leur peuple. Il a conclu son intervention en indiquant que l'*Eduskunta* finlandais s'était engagé à présider un groupe de travail chargé de revoir les lignes directrices de la coopération interparlementaire au sein de l'UE afin de les mettre à jour.

M^{me} Claudette BUTTIGIEG, Vice-présidente de la *Kamra tad-Deputati* maltaise, a déclaré que, depuis sa création, l'Union européenne s'était montrée stable et résiliente et que sa capacité à apporter la paix et la stabilité méritait d'être soulignée. Elle a affirmé que, même si la voie vers les succès de l'UE n'avait pas toujours été sans embûches, les pierres d'achoppement rencontrées en chemin avaient aidé à renforcer l'Union, comme par exemple lors de la crise financière. En ce qui concerne le Brexit, elle a ajouté que les parlementaires devaient admettre que, même si elles changeaient de nature, les relations avec le Royaume-Uni se poursuivraient et la dimension interparlementaire de ces relations devrait également figurer dans les discussions, aux niveaux appropriés. Elle a terminé son intervention en soulignant qu'il importait de respecter la démocratie et la légitimité démocratique pour combattre le populisme croissant et la désillusion envers la classe politique et pour gagner la confiance des citoyens.

M. Jacques BROTCHE, Président du Sénat belge, a fait observer que la représentation au niveau national n'était plus suffisante et que c'était pour cela que la Belgique s'était toujours fiée à son système bicaméral avec une chambre élue au suffrage direct. À cet égard, il a insisté sur le fait que les sénats également devaient faire usage de leur pouvoir. Il a ensuite souligné les défis du changement climatique et la nécessité d'alternatives comme la transition énergétique, puis a rappelé que le traitement des questions environnementales devrait aussi inclure la dimension de santé publique. M. BROTCHE a ensuite demandé des réponses européennes communes et a annoncé son soutien à la lutte contre l'antisémitisme. Il a appelé les pays à suivre l'exemple, entre autres, de l'Allemagne, de la Suède, de la Bulgarie dans la lutte contre l'antisémitisme.

M. Ignazio Benito Maria LA RUSSA, Vice-président du *Senato della Repubblica* italien, a déclaré qu'il y avait encore de nombreux citoyens qui ne comprenaient pas les avantages de faire partie de l'Union européenne, étant donné en particulier que celle-ci était perçue comme étant très détachée des mesures qu'il faudrait prendre pour gérer la question de l'immigration. Il a ajouté qu'il était grand temps d'outrepasser le règlement de Dublin, de parvenir à une approche politique et économique plus consensuelle de l'immigration et de revoir la réglementation actuelle.

M. Fernand ETGEN, Président de la Chambre des représentants luxembourgeoise, a fait remarquer que l'UE n'avait jamais été aussi politisée qu'aujourd'hui et a affirmé que, même si l'Europe devait certes être politique et défendre les intérêts de tous, il ne fallait pas qu'il y ait une Europe des forces centrifuges. Il a déclaré que, par conséquent, des institutions européennes fortes étaient nécessaires, mais que les parlements nationaux avaient aussi un

rôle important à jouer. Il a souligné le fait que l'UE n'était pas juste là pour traiter les questions institutionnelles et nationales mais qu'elle devrait plutôt se concentrer sur les politiques communes et agir conformément à ses obligations au-delà du Brexit et des élections européennes.

M. Nikos VOUTSIS, Président de la *Vouli ton Ellinon* grecque, a déclaré, au sujet du principe de subsidiarité, qu'il fallait exclure toute position tendant à nier l'intégration européenne et, au contraire, redéfinir la nécessité de ce principe. Il a annoncé qu'il soutenait pleinement la révision des lignes directrices pour la coopération interparlementaire et a qualifié la période actuelle de moment historique en raison de la nécessité de redéfinir la stratégie commune et les politiques permettant d'œuvrer en convergence contre le manque de confiance dans l'UE. M. VOUTSIS a également souligné le besoin d'une identité européenne fondée sur les valeurs de paix, d'humanisme, d'État de droit et de démocratie, plutôt que juste des identités nationales.

Dame Rose WINTERTON, Vice-présidente de la *House of Commons* britannique, a demandé la compréhension des participants pour le débat difficile avec lequel le Parlement britannique était aux prises, même si le Brexit avait coûté beaucoup de temps et d'énergie. Elle a souligné le souhait d'une transition sans heurt afin de protéger les emplois et les industries dans toute l'Union européenne et de poursuivre l'engagement en faveur de la protection de l'environnement, de la coopération en matière de sécurité et de nombreuses autres questions. Elle a aussi fait observer que, comme il y avait manifestement des opinions divergentes au sein tant du Parlement britannique que des partis politiques, il n'était pas surprenant que le processus prenne du temps car une décision malavisée risquerait de mener au chaos. Dame WINTERTON a affirmé que, même si le Royaume-Uni représentait les différents points de vue de la population, le Parlement avait voté à deux reprises contre la sortie de l'UE sans accord, et que le Parlement voterait le soir même sur une motion exigeant du gouvernement qu'il demande au Conseil européen de lui accorder un nouveau délai. En conclusion, elle a réaffirmé que le Parlement britannique et tous les partis politiques souhaitaient rester amis et collègues avec leurs partenaires européens.

4. Session III : Débat et adoption des conclusions

M. Wolfgang SOBOTKA, Président du *Nationalrat* autrichien, a remercié ses collègues pour tous les amendements et suggestions qu'ils avaient soumis au sujet des conclusions de la présidence. Il a signalé que de nombreux amendements avaient été acceptés et que la *troïka* s'était efforcée de parvenir à un texte équilibré.

Au cours de la discussion finale, M. Nikos VOUTSIS, Président de la *Vouli ton Ellinon* grecque, a déclaré que le texte final ne faisait nullement mention de l'obligation de l'UE de protéger les droits des réfugiés et des migrants ni du principe de solidarité et il a demandé qu'il en soit fait mention dans le texte. M. Demetrios SYLLOURIS, Président de la *Vouli ton Antiprosopon* chypriote, a soutenu cette demande. M. Jean BIZET, membre de l'Assemblée nationale française, a demandé d'ajouter une phrase sur l'accord de retrait du Royaume-Uni. M. László KÖVÉR, Président de l'*Országgyűlés* hongroise, a annoncé que, bien qu'ayant soutenu nombre de modifications, la Hongrie ne pouvait pas accepter la déclaration relative aux réfugiés et aux migrants pour ne pas encourager l'immigration. M. Roberto FICO, Président de la *Camera dei Deputati* italienne, et M. Andrej DANKO, Président du *Národná rada* slovaque, ont soutenu cette annonce. M. SOBOTKA a informé les participants que la *troïka* avait décidé d'inclure la proposition française mais a aussi annoncé que le passage sur l'immigration était déjà un texte de compromis et que la *troïka* s'opposait à tout nouvel amendement.

Dans ses observations finales, M. SOBOTKA a remercié tous les participants d'avoir assisté à la conférence et d'avoir participé activement au débat. M. Mauri PEKKARINEN, Premier

vice-président de l'*Eduskunta* finlandais, a invité les délégués à la prochaine Conférence des Présidents des Parlements de l'UE, qui se tiendra à Helsinki du 17 au 19 mai 2020.